

22 Octobre 2021



La tension monte en RD Congo à cause de la remise en question de la crédibilité des prochaines élections.

Par Ida Sawyer

Chercheuse en politique publique, Wilson Center

À deux ans de la prochaine élection présidentielle en République Démocratique du Congo, les tensions sont palpables. Beaucoup craignent que le pays ne se dirige vers une crise préélectorale majeure et potentiellement violente si des mesures ne sont pas prises assez rapidement pour apaiser les tensions et renforcer la confiance dans la crédibilité et l'indépendance du processus électoral.

Le 16 octobre 2021, l'Assemblée nationale du Congo a [approuvé](#) la nomination de Denis Kadima comme nouveau président de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) du pays. Le président de la CENI est censé être [choisi par consensus](#) par les dirigeants des principales institutions religieuses du pays, mais les huit groupes religieux n'ont pas réussi à s'entendre sur un candidat, les églises catholique et protestante - qui représentent la [majorité](#) de la population congolaise - s'opposant à Kadima. Alors que Kadima est un [expert reconnu](#) en matière d'élections, les dirigeants des églises catholiques et protestantes et d'autres ont exprimé des inquiétudes quant à son indépendance. Ils [affirment](#) qu'il est le choix évident du président Félix Tshisekedi, dont les représentants auraient eu recours à la [corruption](#), à la [pression](#) et aux menaces pour convaincre les six autres groupes religieux de soutenir Kadima.

« Nous ne soutiendrons pas un processus biaisé », m'a déclaré cette semaine le révérend Eric Nsenga, porte-parole de l'église protestante du Congo (connue sous le nom de *l'Eglise du Christ au Congo*, ECC). « Notre grande crainte est que les résultats des élections soient proclamés par le même processus que celui qui est utilisé actuellement pour désigner le président de la CENI. Si les institutions sont instrumentalisées et que les décisions sont prises par la corruption, comment pouvons-nous avoir des élections crédibles ? »

Une manifestation dans la ville de Kinshasa, la capitale, a [tourné à la violence](#) le 16 octobre lorsque des partisans du parti politique du président, l'Union pour le Démocratie et le Progrès Social (UDPS), ont affronté des partisans du leader de l'opposition Martin Fayulu, qui avait appelé à la manifestation pour faire pression en faveur d'un processus électoral crédible et la dépolitisation de la CENI. Quelques partisans de Fayulu [ont été blessés](#), et l'un d'entre eux a succombé à ses blessures. Plus tôt dans l'année, au mois d'Août, des jeunes ont mené des [attaques](#) visant des dirigeants et des installations de l'église catholique, apparemment en réponse à la position de l'église catholique sur les nominations à la CENI.

Dans une [déclaration](#) faite le 19 octobre, Fayulu a appelé un "grand bloc patriotique" à se mobiliser contre la "fraude électorale", et a déclaré que d'autres manifestations seraient organisées dans les jours à venir. Le 20 octobre, les dirigeants laïcs des églises catholique et protestante ont appelé à une "mobilisation sans précédent pour sauvegarder le pays." Des [activistes](#) pro-démocratie et d'autres dirigeants de partis [politiques](#), y compris au sein de la [coalition](#) de Tshisekedi, ont également fait part de leurs inquiétudes quant aux risques sérieux qu'il y aurait d'entériner la proposition de cette équipe dirigeante à la CENI. Le fait que des personnes perçues comme fidèles à Tshisekedi aient déjà été placées à la tête d'autres institutions clés - y compris la [Cour Constitutionnelle](#), qui est chargée de

confirmer les résultats des élections et de résoudre les différends électoraux - n'a fait qu'exacerber les frustrations liées aux nominations à la CENI.

Les Congolais sont bien conscients des risques associés aux institutions électorales qui manquent d'indépendance. Selon les [données fuitées de la CENI](#) et de la [mission d'observation de l'Église Catholique](#), Fayulu avait remporté de manière écrasante la dernière élection présidentielle de décembre 2018, avec plus de 60 % des voix. L'ancien président, Joseph Kabila - qui avait le contrôle total de la CENI, de la Cour constitutionnelle et d'autres institutions de l'État - s'est apparemment rendu compte que son candidat désigné, Emmanuel Ramazani Shadary, avait obtenu des résultats si médiocres lors de l'élection qu'il n'était plus plausible de le déclarer vainqueur. Kabila était devenu [profondément impopulaire](#) à la suite d'une [crise politique](#) violente et prolongée, alors qu'il se maintenait au pouvoir au-delà de la limite de deux mandats fixés par la Constitution et qu'il était confronté à une pression nationale, régionale et internationale croissante pour qu'il quitte le pouvoir.

Alors que les électeurs congolais attendaient les résultats des élections, Kabila a conclu un [accord avec Tshisekedi](#), un autre candidat de l'opposition, orchestrant la certification par la CENI de Tshisekedi comme président tout en gardant le contrôle du parlement et d'une grande partie du gouvernement et des forces de sécurité. Certains ont fait valoir que Tshisekedi "méritait" la présidence, étant donné que son défunt [père](#), le leader de l'opposition de longue date, Étienne Tshisekedi, pourrait avoir été le véritable vainqueur de l'élection présidentielle de 2011, qui a également été caractérisée par une [répression](#) généralisée et des [allégations de fraude](#).

Tshisekedi a réussi à [rompre](#) sa coalition avec Kabila au début de cette année. Il a construit une [nouvelle majorité](#) au parlement, il a nommé un nouveau [gouvernement](#) et il a pris certaines mesures pour permettre l'ouverture [des enquêtes](#) sur les [responsables](#) de graves violations des droits de l'homme et de [contrats](#) miniers [corrompus](#) sous l'administration de Kabila, bien que la [répression](#) contre les [activistes](#), les journalistes et les [critiques](#) continue.

En dépit de son propre chemin imparfait vers le pouvoir, Tshisekedi a la possibilité de mettre le pays sur la voie d'une véritable démocratie en garantissant des élections libres, équitables et crédibles en 2023. Toutefois, il devra s'écarter des systèmes et tactiques du passé, notamment ceux utilisés par le régime de Kabila, et ne pas recourir à la corruption, à la capture de l'État et à l'instrumentalisation d'institutions censées être indépendantes.

Un [sondage](#) d'opinion publié récemment, réalisé par le Groupe d'étude sur le Congo, basé à New York University, et un institut de sondage congolais, BERCI, met en évidence le manque de confiance croissant dans les institutions démocratiques du pays. En septembre de cette année, seuls 40% des Congolais ont déclaré qu'ils voteraient aux prochaines élections, contre 67% en mars 2021 et un écrasant 97% en décembre 2018, juste avant les dernières élections.

« Le plus gros problème est la question de la légitimité, surtout depuis les élections de 2018 », a déclaré Fred Bauma, un militant [emprisonné](#) au plus fort moment de la répression sous Kabila, qui travaille désormais avec le Groupe d'étude sur le Congo. « Le pays a besoin d'un processus qui soit le plus transparent que possible. Il ne faut pas sous-estimer le ras-le-bol de la population, et si le peuple se radicalise, cette crise préélectorale risque de devenir violente. Mais Tshisekedi peut agir pour éviter cela. S'il y a une bonne élection, alors les dirigeants sauront qu'ils doivent répondre aux besoins de la population. »

Dans un premier temps, Tshisekedi pourrait s'abstenir de signer une ordonnance présidentielle confirmant les récentes nominations de la CENI approuvées par l'Assemblée nationale et plutôt soutenir un candidat issu du consensus pour la présidence de la CENI - un candidat qui a la confiance de la société civile congolaise et de la majorité des partis politiques et des groupements religieux. Tshisekedi a déjà fait cela l'année dernière, en juillet 2020, lorsqu'il [s'était opposé au candidat à la présidence de la CENI](#) soutenu par les six plus petits groupes religieux et la coalition de Kabila, qui contrôlait encore le parlement à l'époque.

De nombreux partenaires régionaux et internationaux du Congo, dont les États-Unis, ont apporté leur [soutien](#) à Tshisekedi depuis son arrivée au pouvoir en 2019, tout en soulignant l'[importance](#) de garantir des élections crédibles et en temps voulu en 2023. Le moment est venu d'user de leur influence - avant qu'il ne soit trop tard et que la crise ne devienne encore plus incontrôlable - pour faire pression sur Tshisekedi afin qu'il fasse tout ce qui est en son pouvoir pour que les prochaines élections soient libres, équitables et crédibles et que les institutions électorales soient réellement indépendantes, libres de toute influence politique ou de toute corruption, et qu'elles aient la confiance du peuple congolais.



One Woodrow Wilson Plaza
1300 Pennsylvania Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20004-3027

 www.wilsoncenter.org/africa

 africa@wilsoncenter.org

 facebook.com/africaprogram

 [@AfricaUpClose](https://twitter.com/AfricaUpClose)

 202.691.4118